



**Discours de Valérie Pécresse,
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**Ouverture du colloque du Centre d'analyse stratégique
« L'université dans le monde »**

*

Jeudi 16 juin 2011

« Je suis convaincu que l'université, telle que nous la connaissons, devra radicalement changer si elle veut survivre. » Ces mots, Mesdames et Messieurs, datent de 1970. Et ils ont été prononcés par l'un de nos plus grands professeurs, qui, de guerre lasse, venait tout juste de quitter sa charge de doyen de la faculté des lettres et sciences humaines de Nanterre et de rejoindre l'université de Louvain, en Belgique, où il allait enfin trouver la sérénité dont il avait besoin pour poursuivre son œuvre.

Ces mots, c'est Paul Ricœur qui les a prononcés. Et si je souhaitais évoquer devant vous les propos tenus alors par cet esprit d'exception, ce n'est pas seulement parce qu'ils nous rappellent que la compétition internationale est, depuis longtemps déjà, une réalité fondamentale de la vie académique. C'est aussi parce qu'ils mettent au jour un paradoxe saisissant : car aux yeux de Paul Ricœur, ce qui expliquait le malaise dont souffrait alors l'université française, c'étaient d'abord les immenses attentes qui pesaient sur elle, des attentes qui étaient alors nouvelles et auxquelles elle avait les plus grandes difficultés à faire.

Et ce diagnostic, Mesdames et Messieurs, je crois que nous sommes aujourd'hui en mesure d'en confirmer toute la justesse. Oui, le monde n'a jamais eu autant besoin de science et de culture et il n'a donc jamais eu autant besoin d'universités qu'aujourd'hui.

Et pourtant, jusqu'il y a peu encore, répondre à ces sollicitations nouvelles représentait le premier des défis pour nos établissements. Pour une raison très simple : c'est que notre communauté universitaire n'avait ni la liberté ni les moyens d'y faire pleinement face, ce qui contribuait à renforcer le sentiment de malaise qui, pendant près de 40 ans, a semblé régner dans l'université française.

Et ce malaise a parfois nourri la tentation du repli. Du repli sur l'hexagone, bien sûr, face à une compétition internationale qui semblait devenir chaque jour plus inégale. Mais aussi du repli de la communauté académique sur elle-même, tant il paraissait difficile pour nos universités d'accomplir la mue qui leur permettrait de relever le défi du nombre, bien sûr, mais aussi, à travers lui, le défi de la professionnalisation et celui de l'innovation.

C'est pour lutter contre cette tentation et redonner confiance aux acteurs de la vie universitaire que, depuis 2007 et sous l'impulsion du Président de la République, nous avons replacé l'université au cœur de la société française et ouvert ses portes sur le monde, afin d'accomplir, 40 ans après, la profonde transformation tant espérée par Paul Ricœur.

*** Les deux chocs de la démocratisation et de l'internationalisation ***

Certes, l'université française n'a jamais vécu hors du monde. Mais il faut le dire, longtemps, elle s'est pensée comme un monde en soi, comme une forme d'univers stable et clos qui permettait aux enseignants-chercheurs de poursuivre, en toute liberté et en toute indépendance, leurs travaux pour mieux comprendre un environnement social et économique qui, aux yeux de la communauté académique, ressemblait parfois plus à un objet d'étude qu'à un possible partenaire.

Et à dire vrai, il s'agissait d'un réflexe naturel pour une université dont la mission historique avait d'abord été de cultiver et de transmettre le savoir, à la différence des grandes écoles qui s'étaient, elles, construites autour d'un objectif de formation des cadres de la nation.

C'est cette distribution des rôles que la démocratisation est venue remettre en question, en ouvrant les portes de l'université à un nouveau public et en posant du même coup, avec une acuité particulière, la question de l'insertion professionnelle des diplômés.

Nombreux sont les enseignants-chercheurs qui se sont saisis avec énergie et détermination de cette nouvelle responsabilité et je veux saluer leur engagement. Mais ce faisant, ils se sont heurtés non seulement à la faiblesse des moyens financiers dont disposaient nos établissements, mais également à la difficulté de construire une nouvelle identité pour nos universités, une identité qui, à rebours des habitudes, devait désormais faire rimer exigence intellectuelle et insertion professionnelle.

Et cette première remise en cause s'est doublée d'une seconde. Je pense bien sûr à la publication des premiers classements internationaux, et singulièrement du classement de Shanghai, dont l'onde de choc n'a épargné ni nos universités ni nos grandes écoles.

Car au-delà de la blessure qu'ils infligeaient à notre amour-propre, en positionnant notre grand pays de science à un rang qui n'était pas le sien, ils posaient la question de la capacité de notre enseignement supérieur à relever tout à la fois le défi de la démocratisation et celui de l'excellence internationale.

Bien entendu, ces palmarès peuvent et doivent être analysés avec autant de recul que d'attention. Chacun le sait, ils ne sont exempts ni de biais ni de limites, qui peuvent être corrigées et permettent d'en relativiser la portée. Mais il serait absurde de les rejeter en bloc et par principe, au motif que leurs résultats ne nous satisfont pas.

Et c'est la raison pour laquelle je suis allée à la rencontre, il y a quelques mois, des responsables du classement de Shanghai, pour comprendre leur démarche et attirer en retour leur attention sur les singularités et les évolutions de nos universités. Je pense en particulier à l'affirmation des pôles de recherche et d'enseignement supérieur, qui peut et doit être mieux prise en compte par les évaluations internationales.

Car quels que soient leurs biais ou leurs limites, ces classements ont eu une immense vertu : celle de nous faire prendre conscience de l'extrême morcellement de notre paysage universitaire, un morcellement qui non seulement le rendait illisible aux yeux des étrangers, mais qui nous affaiblissait à force de dispersion des énergies et des talents.

La répartition traditionnelle des rôles était bel et bien en train d'étouffer l'université française. Nous ne pouvions plus continuer ainsi, avec d'un côté des grandes écoles très professionnalisantes, mais sans véritable lien avec la recherche, et de l'autre, des organismes de recherche qui n'avaient par définition aucune mission de formation, et, au milieu, des universités dont la place et les fonctions exactes restaient profondément indéterminées.

Et c'est pourquoi le choc des palmarès internationaux a été salutaire. Car c'est lui qui nous a permis de comprendre que nos universités n'avaient pas à choisir entre la démocratisation et l'excellence – d'autres nations, et non des moindres, ont su relever ensemble ces deux défis, mais que notre enseignement supérieur ne serait au rendez-vous de ces deux objectifs qu'en rassemblant ses forces.

Et le Président de la République l'a compris mieux que quiconque : nous ne pouvions plus remettre à demain la réforme. Le temps était venu de réagir et de refonder nos universités pour leur permettre de relever le défi du nombre et de lutter à armes égales avec les plus grands établissements du monde.

*** L'émergence d'ensembles universitaires visibles du monde entier ***

Car au moment même où ils questionnaient notre système d'enseignement supérieur et de recherche, ces classements sont également venus conforter le modèle universitaire en lui-même. Et cela pour des raisons de principe et non de taille ou de structure : car la grande force des universités, c'est bien de conjuguer intimement formation et recherche, avec deux immenses vertus à la clef.

La première, c'est de susciter des vocations scientifiques, en mettant tout étudiant au contact du savoir en train de se faire. Et la seconde, c'est de former des diplômés qui, tout au long de leur vie professionnelle, seront particulièrement sensibles à l'innovation et en deviendront les ambassadeurs.

Car le véritable modèle académique, c'est celui d'une université ouverte sur le monde, d'une université qui rayonne en attirant vers elle tous les talents, en conduisant les étudiants à la réussite et en diffusant les dernières avancées de la science et des technologies dans l'ensemble de notre société et de notre tissu économique.

Mais ce rayonnement, il ne se décrète pas, il se construit, lentement et patiemment autour d'un vrai projet et d'une identité propre à chaque université.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, le Président de la République a fait de l'autonomie le pivot de sa vision pour notre enseignement supérieur et pour notre recherche : tout l'enjeu, c'était en effet de libérer les ambitions de nos universités, en leur permettant d'affirmer une véritable stratégie, élaborée en lien avec leurs territoires et assise sur leurs forces scientifiques et pédagogiques.

Et cela supposait de faire confiance à nos établissements, de faire confiance à nos enseignants-chercheurs et à nos personnels en les rendant maîtres de leur destin. Et ce pari s'est révélé payant : 4 ans après, chacun peut le constater, l'autonomie, c'est bien plus qu'une loi, c'est un nouveau souffle qui s'est emparé de nos universités.

En quatre années à peine, les inquiétudes qui avaient pu entourer l'autonomie sont tombées les unes après les autres. Certains craignaient ainsi que les ambitions retrouvées de nos universités ne les détournent de l'esprit de coopération, que ce soit entre elles ou avec les grandes écoles et les organismes de recherche.

Nous constatons aujourd'hui combien ces inquiétudes étaient infondées : après les 3 universités de Strasbourg, qui ont uni leur destinées pour ne former plus qu'une seule et grande université européenne, ce sont aujourd'hui les établissements d'Aix-Marseille ou bien encore de Metz et Nancy qui s'apprêtent à rassembler leurs forces.

Il y a 4 ans à peine, de tels projets étaient tout simplement été inconcevables et personne, que ce soit dans nos établissements ou au sein de l'Etat, n'aurait même songé à s'y engager. Mais l'autonomie est passée par là. Et nos universités ont compris d'elles-mêmes qu'en rassemblant leurs forces, elles pourraient redoubler d'ambitions. Les résultats en sont visibles : en 2007, il y avait 85 universités en France et 235 grandes écoles. Aujourd'hui, nous voyons se dessiner d'elle-même une carte de quinze à vingt pôles universitaires, qui maillent l'ensemble de notre territoire et sont tous de dimension européenne, voire mondiale.

Et les initiatives d'excellence qui vont bientôt voir le jour viendront couronner ce mouvement, en donnant aux projets les plus ambitieux les moyens de jouer d'égal à égal avec Harvard, Today ou Heidelberg.

Je veux y insister : au sein des alliances qui se nouent un peu partout sur notre territoire, on retrouve, enfin réunis, tous les atouts du modèle français : les universités y apportent leur sens du dialogue permanent entre formation et recherche, les organismes de recherche leurs forces scientifiques et les grandes écoles leur capacité exceptionnelle à former de futurs professionnels en lien avec le monde économique.

*** L'innovation pédagogique et l'insertion au cœur de l'autonomie ***

Mais ce qui est sans doute le plus frappant pour qui se souvient des inquiétudes qu'éveillaient chez certains l'idée même d'autonomie, c'est que non seulement toutes les universités ont été portées par la marche vers l'autonomie, mais que cet élan a même été plus fort encore dans les établissements qui ont vu dans ces libertés et responsabilités nouvelles une occasion unique de consolider leur place dans notre paysage universitaire.

Et l'expérience le montre, depuis 4 ans, l'audace et l'imagination sont devenues la règle. C'est vrai en matière pédagogique et je pense à l'engagement remarquable dont ont fait preuve des universités aussi différentes que La Rochelle, Bordeaux 1 ou Paris-Diderot dans la mise en œuvre du plan Réussite en Licence, avec à la clef, des étudiants qui n'hésitent plus à se tourner à nouveau vers les formations universitaires.

Et ce mouvement d'innovation porte désormais l'ensemble de nos universités. Comme l'a montré l'enquête récente du comité de suivi Licence, l'accompagnement personnalisé est d'ores et déjà une réalité pour tous nos étudiants : car près de 100 % des universités ont mis en place des dispositifs de repérage dès leur entrée à l'université des bacheliers les plus fragiles, afin de leur proposer systématiquement des modules de remise à niveau.

Et un peu partout on voit aussi naître de nouveaux diplômes, radicalement nouveaux, qui séduisent des étudiants de plus en plus nombreux : je pense à des licences pluridisciplinaires profondément innovantes, mais aussi aux doubles diplômes ou bien encore au cursus particulièrement original que vient de mettre en place l'École d'économie de Toulouse, pour conjuguer excellence scientifique et excellence pédagogique.

Ces innovations, elles se font naturellement en lien avec le monde professionnel, qui est devenu un interlocuteur à part entière pour nos universités. Car en 2007, nous avons gravé dans le marbre une nouvelle mission pour notre enseignement supérieur, une mission d'insertion. Et là aussi, nos établissements ont répondu présents, en nouant des partenariats inédits et particulièrement performants.

Et c'est pourquoi, dans le droit fil de ce dialogue, j'ai souhaité faire du monde professionnel un interlocuteur à part entière de la concertation que j'ai engagée autour de la nouvelle Licence, qui verra le jour à la rentrée 2012 et qui sera tout à la fois un passeport pour la poursuite d'études et pour l'insertion.

*** Une audace scientifique retrouvée ***

Cette audace et cette imagination, elles sont devenues la règle en matière pédagogique, mais aussi en matière de projets scientifiques. Les investissements d'avenir sont venus nous en apporter la preuve, en démontrant que l'excellence est partout. Car tous nos établissements ont su saisir cette opportunité exceptionnelle, en n'hésitant jamais, pour ce faire, à bâtir de nouvelles alliances internationales.

Je pense ainsi aux universités de Bretagne, qui n'ont pas hésité à unir leurs forces à celles du MIT ou aux équipes océanographiques de San Diego pour porter le laboratoire d'excellence MER, qui étudiera le rôle de l'océan dans les échanges d'énergie et permettra de mieux comprendre les déterminants du réchauffement climatique.

Je pense aussi au projet HEPSYS, qui unit l'université de Strasbourg, la Harvard Medical School et le MIT autour de la recherche sur l'hépatite C, avec à l'horizon la mise au point de nouveaux traitements, qui pourraient permettre de lutter aussi contre le SIDA ou l'hépatite B.

Quant au Labex CEBA, il est venu couronner l'engagement scientifique exemplaire de l'université d'Antilles-Guyane et de nos organismes de recherche au service de l'observation, en plein cœur de la forêt amazonienne, d'une biodiversité proprement exceptionnelle. Et là aussi, des coopérations inédites sont en train de se nouer avec le Brésil.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, les universités françaises ont renoué avec l'attractivité et le premier effet des 22 milliards des investissements d'avenir, ce sera, j'en suis certaine, de faire venir ou revenir en France des chercheurs qui y trouveront un environnement scientifique exceptionnel et des établissements capables, grâce à leurs nouvelles libertés, de les accueillir dans les meilleures conditions. Ils emboîteront ainsi le pas au prix Nobel George Smoot, qui a choisi de rejoindre l'université de Paris 7, ou au professeur de Harvard James Hammit, qui enseigne désormais à Toulouse.

Et la nouvelle université française sera également attractive pour les étudiants du monde entier. Et vous le savez, avec Alain Juppé, nous avons eu à cœur de définir une véritable stratégie pour la mobilité étudiante, en nous donnant comme objectif d'accueillir d'ici 2015 deux tiers d'étudiants inscrits dans des cursus de niveau master et doctorat, des jeunes auxquelles nous offrirons toutes les chances de réussir grâce à un accompagnement et une orientation renforcées.

Et pour y parvenir, nous nous appuyerons en priorité sur des partenariats qui unissent des universités françaises et étrangères, et notamment sur ces doubles diplômes qui se développent et qui témoignent du renouveau de notre enseignement supérieur.

*** Une université fer de lance de l'innovation ***

Car avec les investissements d'avenir, chacun peut mesurer les ambitions retrouvées d'une université française désormais parfaitement décomplexée et qui ose dans tous les domaines, qu'il s'agisse de formation, de recherche ou d'innovation.

Permettez-moi d'insister sur ce point, Mesdames et Messieurs, car il témoigne de la vision qui nous guide depuis 4 ans sous l'impulsion du Président de la République et du Premier Ministre : nous sommes désormais entrés dans une nouvelle ère, où la force des nations se mesurera avant toute chose à leur vitalité et à leur rayonnement scientifiques. En quelques

années à peine s'est ainsi imposée l'idée que nous vivions dans une société et une économie fondées sur la connaissance.

Pourtant, force est de le reconnaître, faute de moyens, faute de stratégie, faute de volonté politique aussi, nous peinions à donner chair à cette idée. Nous sentions bien que l'innovation était la clef pour renouer avec la croissance et faire face à la concurrence toujours plus rude des pays émergents. Mais aux yeux de certains, cette conviction sonnait aussi comme une manière de nous résigner à une désindustrialisation plus ou moins rapide, mais en tout cas inéluctable. Et pour d'autres, elle était vouée à se heurter au mur de Berlin qui séparait la recherche publique et la recherche privée.

Eh bien, là aussi, c'était sans compter sur l'élan de la réforme et sur la vitalité de notre tissu scientifique et économique. Grâce à l'autonomie, qui a largement ouvert nos universités sur leur territoire et leur environnement, grâce au crédit impôt recherche, qui a fait de la France le pays attractif de toute l'OCDE pour la recherche et développement, eh bien, notre pays a bel et bien fait de l'innovation la clef de sa compétitivité retrouvée.

Partout en France, nos universités sont ainsi devenues de véritables moteurs de notre développement économique. Peu à peu, les investissements d'avenir dessinent une nouvelle carte des territoires et de leurs atouts. En Auvergne, c'est la volcanologie, mais aussi l'industrie automobile qui s'appêtent à prendre un tournant majeur. A Valenciennes, ce sont les transports ferroviaires de demain qui vont créer de nouveaux emplois grâce un très beau projet d'institut de recherche technologique. Quant à la Lorraine, elle renouera avec son héritage en voyant naître de nouveaux matériaux et une nouvelle métallurgie, radicalement innovante.

C'est toute notre économie qui s'engage ainsi sur la voie de l'innovation. Et je pense non seulement à nos champions industriels, qui vont porter très haut les couleurs de la France et de l'Europe dans le monde, mais aussi à nos PME, qui sont de plus en plus nombreuses à faire le pari de la recherche et développement : en 2010, elles représentaient en effet 80 % des nouveaux bénéficiaires du CIR, un chiffre d'autant plus remarquable que la croissance commençait alors tout juste à redémarrer.

Quant à nos forces scientifiques, elles ont à l'évidence pris le tournant de l'innovation et de la valorisation, avec des brevets publics déposés en hausse de plus de 30 % en 2009 comme en 2010 et un nombre de laboratoires publics-privés qui a tout simplement doublé en 5 années à peine.

Ces résultats le montrent : le pari fait par le Président de la République est tenu – et de quelle manière ! En misant sur l'université et sur le progrès du savoir, la France s'est non seulement donné les moyens de renouer avec sa tradition d'excellence scientifique, mais aussi de retrouver la voie de la croissance économique et de la confiance dans l'avenir.

*

Ce pari, voilà maintenant 4 ans que nous le faisons, en l'accompagnant de moyens considérables : d'ici la fin du quinquennat, ce sont 9 milliards d'euros supplémentaires qui auront été consacrés à notre enseignement supérieur et à notre recherche, et ce sans compter les 5 milliards de l'Opération Campus, qui nous permettront de faire émerger 12 campus du XXI^e siècle un peu partout de notre pays.

Ce choix d'investir dans l'avenir, nous l'avons fait avant la crise et même au plus fort de la récession, nous avons tenu le cap. Au moment où partout dans le monde, les budgets des universités et de la recherche étaient les premiers à subir les politiques de rigueur, la France a

non seulement refusé de sacrifier ces dépenses qui construisent notre futur, mais a même décidé d'augmenter encore ses investissements, avec 22 milliards de plus pour l'enseignement supérieur et à la recherche.

Ce choix, nous étions alors les seuls à le faire. Et force est de le constater : il fait à présent école. J'ai été frappée d'entendre, il y a quelques mois, le Président Barack Obama tenir devant le Congrès américain, un discours en tout point semblable à celui que tient le Président de la République depuis 4 ans : priorité à la formation et à la recherche, priorité à l'innovation, tels sont désormais les *leitmotivs* de la première puissance du monde.

Ce sont précisément ces principes qui guident l'action du Gouvernement français depuis le premier jour du quinquennat. A la France forte que nous construisons ensemble, nous avons donné des universités fortes, des universités qui arment notre pays face à la mondialisation et qui sont à présent redevenus le creuset où s'invente l'avenir de notre jeunesse et de notre nation.